

## Introduction

# De la terreur à la peur

Le 9 mars 1979, dans une petite rue ordinaire du centre-ville de Turin, la via Millio, une patrouille de police se gare devant un bar de quartier, alertée par un coup de téléphone qui y mentionnait une présence suspecte. Une violente fusillade éclate aussitôt : il s'agissait d'un guet-apens soigneusement organisé par un commando de l'organisation Prima linea (PL). Son objectif était d'attaquer les forces de l'ordre afin de venger la mort de deux militants, survenue au cours d'un autre conflit armé, une dizaine de jours auparavant, devant un autre bar de la capitale piémontaise. Rien ne se passe comme prévu. Au cours de l'échange de tirs intense et désordonné, une balle perdue atteint un passant, tué presque sur le coup : un jeune homme de dix-huit ans, sur le retour du lycée, Emanuele Iurilli.

Voilà une anecdote qui, semble-t-il, résume les années de plomb italiennes, la violence apparemment débridée et insensée qui se déploie en pleine rue, la tension qui en résulte, les émotions qui peuvent étreindre le citoyen ordinaire rentrant chez lui : « la peur est encore là, dans la rue... », résume le quotidien turinois *La Stampa* dans son édition du soir, qui reconstitue la « chronique d'une heure de terreur<sup>1</sup> ».

13 000 attentats et actes de violence commis en l'espace de treize années, de 1969 à 1982, pour un total de 362 victimes, auxquels il faudrait ajouter au moins 138 victimes des attentats à la bombe commis par des militants d'extrême droite (stratégie de la tension)<sup>2</sup> : l'Italie se distingue, dans la perspective d'une histoire globale des années 68, par l'intensité de la conflictualité sociale et politique, et par sa durée<sup>3</sup>. Mais comment en est-on arrivé là ? Comment dépasser l'image assez caricaturale qui émerge de nombre de récits rétrospectifs ou de représentations artistiques publiés *a posteriori*, qui se contentent d'égrèner une suite d'attentats et de broser des portraits de victimes, illustres ou inconnues ?

Ce livre n'est pas une chronique minutieuse des violences, encore moins exhaustive. Son but est double. Par le biais de l'analyse de la peur,

1. *La Stampa*, Mauro BENEDETTI, « Cronaca di un'ora di terrore », 10 mars 1979.

2. Donatella DELLA PORTA et Maurizio ROSSI, *Cifre crudeli. Bilancio dei terrorismi italiani*, Bologne, Istituto Cattaneo, 1984, p. 17.

3. Voir l'introduction générale de Marc LAZAR et Marie-Anne MATARD-BONUCCI (dir.), *L'Italie des années de plomb : le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris, Autrement, 2010, p. 9-14.

il ambitionne de reconstituer la consistance et la rationalité des stratégies qui misent sur la violence pour déstabiliser – et, dans le même temps, à braquer les projecteurs sur la société, prise en tenaille entre les bourreaux et les victimes, souvent absente ou invisibilisée dans l'histoire des terrorismes. Or la société est aussi actrice, et la peur joue un rôle évident dans la perception et le rejet des violences terroristes : le matin du 10 mars 1979 à Turin, par exemple, un cortège de lycéens et d'étudiants fort de plusieurs milliers de personnes se forme spontanément et défile dans les rues adjacentes. Sur le trottoir où Emanuele Iurilli a perdu la vie s'accumulent des fleurs et des messages, malheureusement perdus, où sont inscrits des mots de solidarité adressés à la famille, des poèmes, des formules qui expriment une condamnation sans appel du terrorisme.

Reconstituer les perceptions des attentats implique de préciser la portée de violences de nature différentes, de naviguer entre violence diffuse du quotidien et actions spectaculaires qui impriment une marque profonde dans la mémoire, de rendre justice à des victimes anonymes comme aux figures de premier plan. À ce titre, le statut de l'ancien président du Conseil Aldo Moro, enlevé par un commando des Brigades rouges (BR) le 16 mars 1978 et assassiné cinquante-cinq jours plus tard, est hors norme. Bien souvent, cet « événement monstre<sup>4</sup> » écrase les reconstitutions rétrospectives et fait écran à une compréhension structurée des événements.

Certes, de même que la plupart des contemporains de l'attaque dirigée contre le World Trade Center se souviennent avec précision du mélange d'émotions ressenties le 11 septembre 2001, des millions d'Italiens sont encore capables de décrire le moment exact où ils se trouvaient lorsqu'ils ont appris l'annonce de l'enlèvement de Moro. La sensation de choc face à un acte perçu d'emblée comme exceptionnel, la désorientation mêlée d'une étrange fascination largement partagée, tous ces affects donnent corps à l'évidence de vivre un événement historique. Avec le temps, toutefois, les souvenirs individuels se fondent dans une mémoire collective qui transforme aussi les impressions personnelles. Les commémorations, les prises de positions politiques, la puissance de certaines créations artistiques, contribuent à forger un imaginaire des événements passés qui, s'il reste doté de multiples facettes, peut léguer sa coloration dominante à une période.

L'omniprésence dans le débat public italien de l'Affaire Moro, un demi-siècle plus tard, semble accréditer l'hypothèse d'un face-à-face homérique entre État et bandes armées clandestines, caractérisant et résumant une sombre décennie, celle des fameuses années dites de plomb. Néanmoins, réduire une dizaine d'années de mobilisations, d'espairs et de peurs à un moment paroxystique ne permet pas de saisir les raisons historiques ni le

4. L'expression, devenue classique, est de Pierre NORA, « L'événement monstre », *Communications*, 18-1, 1972, p. 162-172.

contexte d'émergence des violences politiques, moins encore leurs conséquences instables dans la société italienne. Cela laisse également de côté l'importance du terrorisme d'extrême droite qui a précédé dans le temps la montée en puissance du terrorisme rouge.

Reconstruire les perceptions de ces violences, dans leur diversité, impose donc dans un premier temps de les réinscrire dans une temporalité large, celle d'une décennie marquée par le souffle puissant d'un long 68 rythmé par les mobilisations étudiantes et ouvrières. Au sein des grandes métropoles universitaires et ouvrières du nord de l'Italie, mais aussi à Rome, et jusque dans les villes du sud du pays, une effervescence gagne une partie de la jeunesse. Comme l'a désormais bien établi l'historiographie, ces mouvements de fond sont le fruit d'une évolution longue dont les signes sont déjà repérables tout au long des années 1960. Plusieurs études sociologiques et historiques esquissent le portrait collectif d'une génération à la recherche d'idéaux alternatifs, révolutionnaires, regardant tantôt à leur porte (à l'usine notamment, vue comme un terrain d'investigation et de travail politique), tantôt vers les luttes tiers-mondistes<sup>5</sup>. Dans ce cas, les modèles sont une Chine de Mao fantasmée, ou la figure de Che Guevara, mort en martyr pour la cause. L'enthousiasme des mouvements collectifs est palpable, dans un contexte où tout se politise, où des groupes militants s'emparent aussi des questions féministes ou religieuses.

Cette mobilisation spectaculaire, pourtant, ne génère pas seulement l'enthousiasme. Elle inquiète, aussi. D'abord une partie de l'opinion, conservatrice, convaincue que le communisme gagne du terrain en Italie comme dans le monde, et que la gauche dite extraparlamentaire, celle qui gravite à la gauche du Parti communiste italien (PCI), fait le jeu de ce dernier. Ces peurs aiguillonnent une extrême droite italienne en pleine recomposition, qui participe à un regain de la conflictualité politique. À partir de la fin des années 1960, les incidents violents se multiplient et créent les conditions d'une violence à bas bruit : agressions de militants de gauche, de sièges de parti, de monuments en hommage à la Résistance et à ses morts. Parallèlement, la gauche révolutionnaire exalte également certaines formes de violence, qu'elle interprète comme l'émanation d'une justice populaire, réponse légitime à l'oppression ou à la menace incarnée par les militants néofascistes, considérés comme des ennemis à abattre<sup>6</sup>. Le climat de guerre froide, qui charrie son lot de rumeurs de coup d'État et de défiance réciproque, joue un rôle d'incubateur incontournable.

5. Pour une analyse des imaginaires politiques : Angelo VENTRONE, *Vogliamo tutto: perché due generazioni hanno creduto nella rivoluzione, 1960-1988*, Rome, Laterza, 2012 ; Marica TOLOMELLI, *L'Italia dei movimenti: politica e società nella prima Repubblica*, Rome, Carocci, 2015.

6. Isabelle SOMMIER, *La violence politique et son deuil : l'après 68 en France et en Italie*, Rennes, PUR, 1998 ; Guido PANVINI, *Ordine nero, guerriglia rossa: la violenza politica nell'Italia degli anni Sessanta e Settanta, 1966-1975*, Turin, Einaudi, 2009.

Cette matrice culturelle explique comment, petit à petit et au gré des événements, une minorité d'activistes choisissent de passer à la lutte armée, de pratiquer des attentats dont les formes varient fortement et qui sont perçus différemment. Le choix de la violence spectaculaire, d'actions terroristes, est le fruit de stratégies politiques rationnelles, qui évoluent en fonction des cycles de mobilisation et de la réponse répressive des institutions<sup>7</sup>. Il paraît aussi simpliste de tirer un trait reliant nécessairement les mouvements collectifs du *Sessantotto*, le « mai 68 » italien, au terrorisme de la décennie 1970, que d'opposer une contestation pacifique et « formidable<sup>8</sup> », celle des années 1960, à la décennie des années 1970 qui serait caractérisée par le « plomb », c'est-à-dire par la dégénérescence du mouvement social en criminalité politique. Les phases de ces mouvements sociaux et politiques, leur rapport aux différentes formes de violences, doivent être soigneusement précisés, afin d'éviter d'accréditer une conception simplificatrice, décontextualisée, de la violence politique.

Les années de plomb ne sont donc pas un bloc. L'expression, elle-même, est partiellement trompeuse. Tiré du film éponyme de Margarethe von Trotta, présenté à la *Mostra* de Venise en septembre 1981 et relatif à une fiction située en République fédérale allemande, le chrononyme réduit au plomb des balles et à l'enterrement des espoirs une décennie qui, en Italie, a aussi connu de nombreuses mobilisations et débouché sur des progrès sociaux significatifs<sup>9</sup>. L'expression, pour autant, a connu un succès croissant<sup>10</sup>, et cette popularité durable n'est pas seulement le reflet d'un affichage éditorial : elle participe pleinement d'une construction mémorielle qui met en valeur avant tout le souvenir du terrorisme et de ses effets, d'une peur nébuleuse pas toujours bien définie, une « inquiétude<sup>11</sup> » qui colore la « nuit de la République », selon le titre d'une série documentaire à succès

7. Sur la dynamique mouvements sociaux/violences, Donatella DELLA PORTA, *Il terrorismo di sinistra*, Bologne, Il Mulino, 1990, p. 538 ; *id.*, *Social movements, political violence, and the State: a comparative analysis of Italy and Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995. Sur la rationalité du recours à la violence : Caroline GUIBET LAFAYE, *Armes et bagages : éthique de l'engagement politique armé*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2019.

8. L'expression provient de la reconstruction de l'ancien leader du Movimento Studentesco milanais, Mario CAPANNA, *Formidabili quegli anni*, Milan, Rizzoli, 1988. Cf. Barbara ARMANI, « La production historiographique, journalistique et mémorielle sur les années de plomb », in Marc LAZAR et Marie-Anne MATARD-BONUCCI (dir.), *L'Italie des années de plomb...*, *op. cit.*, p. 192-207.

9. En témoignent en particulier le *Statuto dei Lavoratori* (mai 1970) qui renforce les droits syndicaux, la légalisation sur le divorce (décembre 1970), le droit de vote à 18 ans (mars 1975), ou la Loi Basaglia qui réforme profondément la psychiatrie en Italie (mai 1978).

10. Carmela LETTIERI, « L'Italie et ses Années de plomb. Usages sociaux et significations politiques d'une dénomination temporelle », *Mots. Les langages du politique*, 87, 2008, p. 43-55 ; Isabelle SOMMIER, « Les années de plomb », in Dominique KALIFA (dir.), *Les noms d'époque. De « Restauration » à « années de plomb »*, Paris, Gallimard, 2020, p. 163-184.

11. Simona COLARIZI, « Une introduction aux années de l'inquiétude », in Marc LAZAR et Marie-Anne MATARD-BONUCCI (dir.), *L'Italie des années de plomb...*, *op. cit.*, p. 127-131.

dirigée par le journaliste de la Rai Sergio Zavoli, diffusée de décembre 1989 à 1990<sup>12</sup>.

Il s'agit donc de revenir à une réalité historique des années 1970 ensevelie sous une série d'images, parfois de clichés, de représentations créées *a posteriori*, pour la plupart centrées sur les terrorismes, et en grande partie sur le terrorisme rouge, reléguant au second plan les violences politiques d'extrême droite. C'est un fait : si le terrorisme produit, dans le sillage immédiat de son onde de choc, une forme de « sidération<sup>13</sup> », une véritable avalanche de mots remplace rapidement ce moment de paralysie. Certaines des expressions utilisées communément, mais dont l'intelligibilité n'est pas évidente, participent de cette tentative de domestication de l'horreur : « terrorisme », « années de plomb », « stratégie de la tension »... autant de formules partiellement piégées par le poids des non-dits qu'elles charrient.

Le pari adopté est celui de revenir au plus près des documents d'époque, des débats et des discours : que produit l'acte violent ? Peut-on préciser l'onde de choc d'un attentat terroriste sans se laisser piéger par les effets de réécriture *a posteriori* ? Dans un petit livre expérimental coécrit par l'historien Patrick Boucheron et le romancier Matthieu Riboulet, *Prendre date*<sup>14</sup>, les auteurs s'attaquent précisément à ce problème : comment transmettre une expérience de témoin – indirect – d'un acte terroriste, avant qu'une mise en mémoire intervienne ? Avant qu'un processus collectif n'en pétrifie les contours pour l'intégrer à un patrimoine commun, fait de commémoration mais aussi d'oublis et de passages obligés. Écrit à chaud au cœur d'un Paris meurtri par les attentats de janvier 2015, l'ouvrage décrit justement les étapes d'une sortie de la sidération, d'une tentative de mise à distance de l'emprise que provoquent l'irruption de la violence spectaculaire et son lot d'émotions violentes et souvent mêlées : la terreur – forme paroxystique de peur –, puis, face à la répétition des actes de violence, la peur. Celle-ci naît alors de l'anticipation d'un nouvel acte violent – la peur, décrite simplement par Aristote comme « l'attente du malheur<sup>15</sup> ».

Cheminer à la recherche des peurs, labiles et sujettes à la reconstruction mémorielle, implique de faire les comptes avec les acquis de la recherche

12. Une version publiée des entretiens a été réalisée en 1995, sous le même titre : Sergio ZAVOLI, *La notte della Repubblica*, Milan, Mondadori, 1995. Il est possible de visionner librement les 18 émissions réalisées par l'équipe de Zavoli sur le site de la Rai [<https://www.raiplay.it/programmi/lanottedellarepubblica>], consulté le 12 juin 2023. Sur le sujet des émissions de Zavoli, cf. Isabella PEZZINI, « Television and Terrorism in Italy: Sergio Zavoli's *La Notte della Repubblica* », in Alan O'LEARY et Pierpaolo ANTONELLO (dir.), *Imagining terrorism: the rhetoric and representation of political violence in Italy, 1969-2009*, Londres, Legenda, 2009, p. 77-87.

13. Jérôme TRUC, *Sidérations : une sociologie des attentats*, Paris, PUF, 2016.

14. Patrick Boucheron et Matthieu RIBOULET, *Prendre dates. Paris, 6 janvier-14 janvier 2015*, Lagrasse, Verdier, 2015.

15. Cité par Dominique DE COURCELLES, « Éloigner la peur au seuil des modernités », in Anne-Marie DILLENS, *La peur, émotion, passion, raison*, Bruxelles, Facultés universitaires Saint Louis, 2006, p. 375.

qui, depuis une trentaine d'années, ont établi les émotions comme objets d'histoire à part entière, et proposé outils et méthodes<sup>16</sup>. En effet, si l'intérêt pour les émotions est tout sauf neuf, l'approche, tout comme les mots pour les décrire, ont passablement évolué. Passions tempétueuses d'un passé ressuscité par Michelet, continuité des « mentalités » identifiées comme des variables de longue durée à partir des Annales, les travaux des pionniers sont restés longtemps prisonniers d'une représentation péjorative des émotions considérées comme le double inversé de la raison, un réflexe ancestral, souvent relié implicitement à la théorie de la psychologie des foules qui postule l'irrationalité des émotions dites collectives. Depuis Lucien Febvre, qui esquisse une analyse de la « notion de sécurité » dès 1956<sup>17</sup>, prolongé par la grande fresque de Jean Delumeau<sup>18</sup>, l'approche de l'histoire des émotions est passée de l'étude des structures à une approche des émotions incarnées, fabriquées par une interaction complexe entre schéma collectif et variations individuelles.

C'est, en particulier, l'amélioration de la compréhension du fonctionnement du cerveau humain, et notamment le développement des neurosciences, qui a permis de modifier ce postulat ancré dans les représentations occidentales. Comme l'écrivent Damien Boquet et Piroska Nagy, « loin d'être des parasites de la rationalité, les émotions en sont les sentinelles<sup>19</sup> ». Les voici donc hissées au rang d'objet légitime des sciences humaines et sociales, à un détail près : sans nier leur lien avec les processus biochimiques qui animent notre cortex, les émotions sont avant tout appréhendées par les sciences sociales comme des construits sociaux, largement conditionnés par l'éducation et la formation culturelle. Dans l'historiographie française, la porosité avec l'histoire des sensibilités est manifeste<sup>20</sup>.

Le développement d'une histoire des émotions, sous l'influence de travaux en provenance d'outre-Atlantique, ambitionne de donner de nouvelles perspectives à cette réflexion de long cours, en interrogeant d'abord plus précisément le processus de formation collective des normes émotionnelles. À ce sujet, l'historien William Reddy propose de travailler sur la manifestation de l'émotion, distincte de l'émotion elle-même

16. Deux articles offrent une riche synthèse historiographique sur l'histoire des émotions : Quentin DELUERMOZ, Emmanuel FUREIX, Hervé MAZUREL et M'hamed OUALDI, « Écrire l'histoire des émotions : de l'objet à la catégorie d'analyse », *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, n° 47-2, 2014, p. 155-189, et Damien BOQUET et Piroska NAGY, « Une autre histoire des émotions », trad. de « Una storia diversa delle emozioni », *Rivista storica italiana*, 128/2, 2016, en ligne [https://emma.hypotheses.org/3007], consulté le 12 juin 2023.

17. Lucien FEBVRE, « Peur, l'histoire d'un sentiment : le besoin de sécurité », *Annales ESC*, 1956, p. 244-247.

18. Jean DELUMEAU, *La Peur en Occident : XIV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Fayard, 1978.

19. Damien BOQUET et Piroska NAGY, « Une histoire des émotions incarnées », *Médiévales. Langues, Textes, Histoire*, vol. 61, 2011, p. 7.

20. Cf. la publication, par les architectes de l'histoire des sensibilités, de Alain CORBIN, Jean-Jacques COURTINE et Georges VIGARELLO (dir.), *Histoire des émotions*, Paris, Seuil, 3 tomes, 2016-2017.

bien qu'elle contribue au façonnement des émotions. Il avance le concept d'*emotives*, qu'on peut traduire par « énoncé émotionnel », qui serait une réalité historique dont les traces sont détectables<sup>21</sup>. Ces manifestations des émotions sont elles-mêmes étroitement reliées au « régime émotionnel », ensemble de normes qui régulent les manifestations considérées comme acceptables – ou déviantes – des émotions.

Cette manière de comprendre l'articulation entre émotions et pouvoir a été critiquée pour son caractère normatif. Le concept d'*emotional communities* proposé par la médiéviste Barbara Rosenwein<sup>22</sup> permet d'apporter plus de fluidité dans la compréhension des processus de formation collective d'émotions : elle aborde chaque « communauté sociale sous l'angle des relations affectives<sup>23</sup> ». L'historienne part de l'étude du lexique et des mots partagés, dans une approche voisine de l'anthropologie, pour arriver à l'analyse des émotions partagées au sein de « communautés imaginaires ». Familles, corporations, monastères, mais pourquoi pas, dans des formes plus contemporaines, organisations professionnelles ou politiques, sont caractérisés par des grilles d'évaluation commune des émotions jugées positives ou négatives, et de la manière de les exprimer. Les émotions apparaissent bien comme un objet historiquement variable, et fruit d'une transaction permanente entre le personnel et le collectif. Il s'agit donc d'une approche qui fait des émotions moins un terrain d'observation spécifique qu'une construction critique transversale, comme l'est également la perspective de genre<sup>24</sup>.

On le voit, la formation d'émotions qui paraissent épidermiques, la peur en premier chef, est tributaire de mécanismes collectifs situés historiquement et en perpétuelle recomposition. L'histoire des émotions ambitionne ainsi de dépasser la description des imaginaires, en cherchant à montrer comment le travail individuel et collectif de formation des émotions est une donnée essentielle des sociétés. À ce titre, la perspective transdisciplinaire est également incontournable, puisque sociologie et science politique s'emparent également de l'objet pour montrer comment les émotions peuvent être vecteurs de mobilisations, en particulier en période de crise politique<sup>25</sup>. James Jasper définit par exemple la notion de « choc moral »

21. William REDDY, *The navigation of feeling: a framework for the history of emotions*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 104.

22. Barbara ROSENWEIN, « Worrying about Emotions in History », *The American Historical Review*, 107-3, 2002, p. 821-845 puis *id.*, *Emotional Communities in the Early Middle Ages*, Ithaca, Cornell University Press, 2006.

23. Damien BOQUET, « Le concept de communauté émotionnelle selon B. H. Rosenwein », *Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre | BUCEMA*, Hors-série n° 5, 2013.

24. C'est la conclusion de William Reddy in Jan PLAMPER, « The history of Emotions: an Interview with William Reddy, Barbara Rosenwein and Peter Stearns », *History and Theory*, 2010, vol. 49, n° 2, p. 237-265.

25. Voir notamment Philippe BRAUD, *Petit traité des émotions, sentiments et passions politiques*, Paris, A. Colin, 2007 ; Isabelle SOMMIER et Xavier CRETTEZ (dir.), *Les dimensions émotionnelles du politique : chemins de traverse avec Philippe Braud*, Rennes, PUR, 2012.

comme « un événement inattendu ou un élément d'information [qui] suscite un tel sens de l'indignation chez un individu qu'il devient enclin à une action politique, avec ou sans le réseau de contacts personnels que mettent en exergue les théories de la mobilisation des ressources<sup>26</sup> ». Même si le lien des émotions aux stratégies de « mobilisation des ressources » reste complexe et sujet à débat<sup>27</sup>, les travaux des sociologues démontrent aussi que l'individu n'est pas un simple « sujet » de l'émotion et que, si celle-ci peut aussi être reliée à une action collective, il existe toutefois une forme d'*agency*, voire une phase d'indétermination des états affectifs<sup>28</sup>.

La traque de l'émotion en histoire ne se résume donc pas à une analyse de discours ou à un effet de rhétoriques : la peur n'est pas seulement cet idéal-type wébérien, catégorie abstraite et néanmoins heuristique. Elle est aussi une réalité concrète, bien que difficile à préciser. Quels sont les contours de la peur, par rapport à des affects voisins : terreur, peur, stress<sup>29</sup>, angoisse ?

Questionner à l'aune de la peur une période caractérisée par l'intensification des violences politiques permet, précisément, d'interroger à nouveaux frais la délicate notion de terrorisme. En effet, celle-ci est discutée, et l'impossibilité d'établir une définition consensuelle est le point de départ de la plupart des analyses<sup>30</sup>, qui critiquent, en premier, lieu l'imprécision du terme. Ainsi, le droit français caractérise comme « terroriste » une « entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur<sup>31</sup> ». La définition est proche de la tautologie : est terroriste tout acte semant la terreur, terme dont la racine latine *terrere* signifie « trembler ». Il s'agit donc génériquement de procédés se proposant d'utiliser la panique comme stratégie de déstabilisation. Mais, dès lors, comment différencier une violence terroriste d'une violence de guerre dite conventionnelle ? En effet, rares sont les usages politiques de la violence qui ne sont pas pensés comme spectaculaires, à même d'intimider. En outre, l'histoire des violences de guerre démontre amplement qu'il apparaît de plus en plus difficile de différencier un recours légitime

26. James M. JASPER, *The Art of Moral Protest*, Chicago, Chicago University Press, 1997, p. 106.

27. Sandrine LEFRANC et Isabelle SOMMIER, « Conclusion. Les émotions et la sociologie des mouvements sociaux », in Christophe TRAÏNI, *Émotions... Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 273-293.

28. Cf. Sarah GENSBURGER, *Mémoire vive. Chroniques d'un quartier. Bataclan 2015-2016*, Paris, Anamosa, 2017.

29. Antoine GARAPON et Michel ROSENFELD, *Démocraties sous stress : les défis du terrorisme global*, Paris, PUF, 2016, qui définit « l'état de stress » comme caractérisé par « l'impossibilité de localiser la menace aussi bien physiquement que moralement : le péril n'a pas de contour précis ; il peut venir de l'extérieur ou de l'intérieur » (p. 156).

30. Isabelle SOMMIER, *Le terrorisme*, Paris, Flammarion, 2000 ; Gilles FERRAGU, *Histoire du terrorisme*, Paris, Perrin, 2014. Voir aussi Aldo GIANNULI, « La categoria del terrorismo: la sua pertinenza storica e l'uso adottato dai mezzi di informazione », in Mirco DONDI (dir.), *I neri e i rossi: terrorismo, violenza e informazione negli anni Settanta*, Nardò, Controluce, 2008 ; Pietro CALOGERO, Carlo FUMIAN et Michele SARTORI, *Terrore rosso: dall'autonomia al partito armato*, Rome, Laterza, 2010.

31. Jenny RAFLIK, *Terrorisme et mondialisation : approches historiques*, Paris, Gallimard, 2016, p. 25.

à la violence d'un usage non conventionnel, illégitime. Le simple critère de l'inclusion des civils comme cibles apparaît peu pertinent, puisque les populations non combattantes sont de fait visées dans la plus grande partie des conflits post-45<sup>32</sup>.

Par ailleurs, la variété des stratégies dites terroristes interroge. Pour s'en tenir au seul cadre italien, le terrorisme renvoie aussi bien aux bombes posées dans des lieux publics par des militants néofascistes qu'aux attentats ciblés et revendiqués par les terroristes rouges. Ces derniers rejettent d'ailleurs le terme de « terrorisme », considéré comme abusif puisque, selon eux, la stratégie des attentats ciblés ne visait pas à générer une peur généralisée (ce qui est contestable). Enfin, au-delà de la difficulté à définir un concept univoque, le terme de terrorisme pose un problème supplémentaire en ce qu'il implique un jugement éthique, une stigmatisation d'une violence jugée illégitime, qui aboutit fréquemment à dépolitiser la violence dite terroriste, la peignant en mal absolu, qu'il faudrait extirper comme une tumeur. L'utilisation récurrente et exponentielle du terme de terrorisme dans la recherche est souvent indissociable d'un effort assumé pour le combattre.

Il est possible de sortir de l'aporie en plaçant la focale sur la construction discursive du terrorisme<sup>33</sup>, qui va de pair avec un processus progressif d'ennemisation : une fois identifié et désigné comme tel, le terroriste incarne une menace double, celle de la répétition des actes meurtriers dans l'espace public d'une part, mais aussi, plus profondément, celle de la peur du délitement du tissu social. L'horizon de la stratégie terroriste, en effet, est celui de l'ouverture d'un front à même de fracturer la communauté<sup>34</sup>. Car le terrorisme ne vise pas seulement, ou pas uniquement, la diffusion de la peur, il a également pour objectif de séduire, de s'ériger en meilleur représentant des intérêts d'un groupe qu'il prétend défendre et représenter – concernant le terrorisme néofasciste : la cause de l'humanité menacée par le communisme ; concernant le terrorisme rouge, la cause du prolétariat opprimé par l'État, à la solde des multinationales. L'analyse du terrorisme ne renvoie donc pas, dans cette optique, à un objet réifié, mais au processus de construction d'un problème public qui incarne une menace intense.

Il faut reconnaître, cependant, au terme de terrorisme une grande vertu : son radical fait résonner la « terreur », véhicule et objectif principal d'une stratégie terroriste, si imprécise soit-elle. Comment expliciter le fonctionnement de cette mécanique terroriste ? Elle procède d'une dissociation entre cible et victime, selon une intuition développée en premier lieu par Raymond Aron, qui indique qu'« une action violente est dénommée

32. Christian MELLON, « Guerre juste », in Michela MARZANO (dir.), *Dictionnaire de la violence*, Paris, PUF, 2011.

33. Didier BIGO, « L'impossible cartographie du terrorisme », *Cultures & Conflits*, 2005.

34. Francesco BENIGNO, *Terror e terrorismo. Saggio storico sulla violenza politica*, Turin, Einaudi, 2018.

terroriste lorsque ses effets psychologiques sont hors de proportion avec ses résultats purement physiques<sup>35</sup> ». Ce fonctionnement est précisé, en particulier, dans un essai éclairant de la politiste Isabelle Sommier : en ciblant, au-delà de la victime qui subit les dommages directs de la violence physique, l'opinion publique tout entière, le terrorisme se rapproche d'une forme de guerre psychologique. Pour ce faire, l'acte terroriste vise la production d'une violence spectaculaire et médiatisée. C'est l'effet-rebond médiatique qui lui confère une puissance de déstabilisation – le terrorisme prend du reste sa forme contemporaine de manière concomitante avec l'essor des médias de masse, à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avec la multiplication des attentats anarchistes en Europe notamment<sup>36</sup>.

Puisqu'elle vise à provoquer un bouleversement politique *via* un choc psychologique, la technique terroriste délivre, plus encore que des souffrances présentes, la promesse d'autres souffrances à venir. Se joue dans l'acte terroriste non la destruction en tant que telle de moyens physiques de l'adversaire, mais la destruction de la volonté de résister. C'est moins l'événement choquant qui vient d'advenir (passé donc) en lui-même qui génère la peur, mais c'est la perspective qu'il se répète. Le séisme de l'acte terroriste est voué à la répétition en d'incessantes répliques. Cette dynamique très particulière possède son rythme propre, fait d'accoutumance et de chocs répétés, de terreurs, et d'indifférence qui ne dit pas son nom.

De fait, c'est en partie par la répétition que le terrorisme gagne en puissance de déstabilisation, si bien qu'on peut faire l'hypothèse qu'au-delà de la terreur, émotion vive mais transitoire, c'est bien sur la diffusion de la peur que repose la stratégie terroriste, puisque la définition de la peur insiste sur l'anticipation d'un danger, réel ou imaginaire, à venir. La distinction entre émotion (ici, la terreur) et sentiment (la peur), largement formelle et théorique tant la réalité de nos ressentis est mobile, permet de mieux comprendre la structuration des affects<sup>37</sup>. L'effet de terreur est certain, tant paraissent évidentes l'horreur et la surprise face à la mise en spectacle de la brutalité. Mais, au-delà de l'effet immédiat, aucune intimidation ne peut fonctionner sans la mise en place d'une menace permanente, et donc de la peur. Le terrorisme est surtout un peurorisme.

Ce sont donc les conséquences sociales et politiques de la peur qu'il reste à déterminer. Dans cette optique, les cadres collectifs, et notamment politiques, ont leur importance tant la peur est l'objet d'interprétations et d'instrumentalisations. La question de définition par les pouvoirs

35. Raymond ARON, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962, p. 176, cité par Isabelle SOMMIER, *Le terrorisme...*, op. cit., p. 78.

36. Gilles FERRAGU, *Histoire du terrorisme*, op. cit.

37. Le terme *emotion* renvoie en anglais à une réalité plus générique que son équivalent français. Cf. Isabelle SOMMIER, « Les états affectifs ou la dimension affectuelle des mouvements sociaux », in Olivier FILLIEULE, Éric AGRICOLIANSKY, Isabelle SOMMIER (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 195.

publics d'une violence en tant que terroriste est essentielle. De même que la violence politique peut être définie comme toute forme d'atteinte aux biens ou aux personnes qui a des effets politiques<sup>38</sup>, la violence terroriste ne peut être analysée sans la prise en compte des discours qui la constituent. Interprétation et médiatisation confèrent toutefois à la menace terroriste, on le verra, des effets paradoxaux. La diffusion de la peur apparaît certes, de prime abord, comme une menace pour le pouvoir politique : la peur révèle en effet des insuffisances, une incapacité à protéger, et se nourrit de rumeurs. Peur qui s'entend non seulement en tant que peur physique, celle d'être frappé dans son intégrité corporelle, mais qui renvoie également à la peur d'un effacement démocratique, thème qui parcourt une large partie des sources. Les préoccupations concernant l'ordre public se doublent d'une crainte que la démocratie se trouve trop faible et démunie pour affronter l'urgence incarnée, peu à peu, par le terrorisme.

Pour autant, la peur est un Janus *bifrons* : la capacité à anticiper le danger est historiquement étroitement associée à l'exercice du pouvoir<sup>39</sup>. Gouverner, c'est prévoir ! La peur revêt alors les apparences d'une vertu, rôle d'ailleurs confirmé par la psychiatrie, puisque « les émotions négatives permettent de répondre aux menaces dans le court terme<sup>40</sup> ». La sagesse du dirigeant est d'inciter à prévoir sur le long terme, au besoin en présentant comme imminent un problème proche. Il ne s'agit donc pas d'un malheur indéterminé (ce qui correspond alors à la définition conventionnelle de l'angoisse), mais d'un événement néfaste qu'il faut pouvoir prévenir : c'est cette idée que démontre l'ouvrage de Patrick Boucheron<sup>41</sup>, consacré à la fresque dite « du bon gouvernement » peinte par Ambrogio Lorenzetti au palais communal de Sienne. Achievée en 1338, cette représentation sert, selon l'auteur, moins à représenter les effets d'un gouvernement éclairé, qu'à aiguïser la vigilance des représentants de la vie publique. La mise en image de cette menace sert à aiguïser un imaginaire de la peur, dans le but de la conjurer par une salutaire méfiance : c'est bien l'aspect pédagogique de la méfiance qui apparaît ici en tant que vertu civique.

Il est donc d'autant plus nécessaire de questionner les usages politiques de la peur que ceux-ci peuvent concourir à un renforcement ou à une déstabilisation de l'exécutif. Susciter ou conjurer la peur s'impose ainsi comme une question centrale pour des forces politiques confrontées à des formes de violences politiques répétées et traumatiques. La question de la répression et de la lutte contre le terrorisme peut par exemple donner lieu à une

38. Cf. introduction de Isabelle SOMMIER, *La violence politique et son deuil...*, *op. cit.*

39. Corey ROBIN, *La peur : histoire d'une idée politique*, Paris, A. Colin, 2006 ; et la discussion entre Patrick BOUCHERON et Corey ROBIN, *L'exercice de la peur : usages politiques d'une émotion*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2015.

40. Selon la psychiatre américaine Barbara FRIEDRICKSON, citée in Thierry JANSSEN, *Le défi positif*, Paris, Les liens qui libèrent, 2011, p. 93.

41. Patrick BOUCHERON, *Conjurer la peur : Sienne, 1338*, Paris, Le Seuil, 2013.

optique symétrique, celle de « terroriser les terroristes<sup>42</sup> ». Les politiques sécuritaires, qui reposent sur une exhibition permanente de la menace et sur une instrumentalisation de la peur, travaillent à l'évidence les limites du régime démocratique, garant des libertés individuelles et collectives.

En somme, l'analyse d'un phénomène terroriste ne peut se limiter à la description, si sophistiquée soit-elle, d'une stratégie politique, d'une catégorie de violence politique. Il est nécessaire de réinscrire l'étude d'un phénomène terroriste dans une dialectique qui fait entrer en scène les groupes violents qui la mettent en œuvre, les pouvoirs qui cherchent à circonscrire les effets de la déstabilisation terroriste, mais peuvent aussi en jouer, et, en dernier lieu, les multiples médiateurs qui contribuent à installer dans l'espace public la menace terroriste : médias, institutions, organisations civiles, intellectuels<sup>43</sup>, dans une approche non pas statique, mais dynamique, qui cherche à identifier les caractéristiques propres, et évolutives, de ce que Didier Bigo nomme une « relation terroriste<sup>44</sup> ».

Cette démarche répond à un appel lancé par Henry Laurens : l'invitation à passer « du terrorisme à une histoire de la peur<sup>45</sup> » : la focale s'élargit progressivement et englobe non seulement la stratégie de déstabilisation par la peur, mais également sa construction comme objet terroriste, ses répercussions sociales, politiques et culturelles. Cette entreprise s'inscrit aussi dans une inflexion très récente de l'historiographie du terrorisme italien, qui a longtemps privilégié la recherche des causes, systémiques ou individuelles, de la violence terroriste. L'Istituto Cattaneo, qui a mené un intense travail de recherche à partir de 1982 à Bologne, sur un programme financé par la Région Émilie-Romagne, s'est par exemple concentré sur les trajectoires des acteurs des violences, mettant en lumière le lien complexe entre choix de la violence, mouvements collectifs et réponse de l'État<sup>46</sup>. Dans la lignée de ces travaux précurseurs, des recherches poursuivent l'approfondissement de la compréhension des cultures politiques en lien avec l'idée de violence, aussi bien au sein de la gauche révolutionnaire<sup>47</sup> que de la droite néofasciste<sup>48</sup>.

42. D'après la formule du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, en mars 1986, au moment où la France est touchée par une série d'attentats. Ces propos n'ont pas été tenus en publics, mais le 12 avril, au journal télévisé, Pasqua explique que « l'insécurité doit changer de camp ».

43. Marica TOLOMELLI, *Terrorismo e società: il pubblico dibattito in Italia e in Germania negli anni Settanta*, Bologne, Il Mulino, 2007.

44. Didier BIGO et Daniel HERMANT, *La relation terroriste*, Paris, Institut français de polémologie, 1988.

45. Titre de sa conclusion à l'ouvrage collectif Mireille DELMAS-MARTY et Henry LAURENS (dir.), *Terrorismes : histoire et droit*, Paris, CNRS Éditions, 2009.

46. Pour une reconstitution minutieuse de l'historiographie du terrorisme en Italie, se reporter à Giovanni Mario CECI, *Il terrorismo italiano: storia di un dibattito*, Rome, Carocci, 2013 ; Lorenzo BOSTI et Maria SERENA Piretti, « Violenza politica e terrorismo. Diversi approcci di analisi e nuove prospettive di ricerca », *Ricerche di storia politica*, III, 2008, p. 265-272.

47. Angelo VENTRONE, *Vogliamo tutto*, op. cit.

48. Franco FERRARESI, *Minacce alla democrazia: la destra radicale e la strategia della tensione in Italia nel dopoguerra*, Milan, Feltrinelli, 1995 ; Pauline PICCO, *Liaisons dangereuses: les extrêmes droites en France et en Italie (1960-1984)*, Rennes, PUR, 2016.

Des travaux portent aussi sur le processus de radicalisation progressive des militants lui-même<sup>49</sup>.

Toutefois, si de grandes synthèses sont disponibles depuis les années 1990<sup>50</sup>, la dimension sociale et culturelle du terrorisme et de ses répercussions n'est encore explorée que de manière fragmentaire et par les recherches les plus récentes, qui s'emploient à décloisonner l'analyse de l'histoire du terrorisme<sup>51</sup>. Surtout, d'une manière plus générale, les études historiques font en sorte de se tenir à distance des polémiques mémorielles et politiques, en délaissant la recherche d'explications globalisantes. Un des facteurs contribuant à faire dévier l'analyse des années dites de plomb est en effet la fréquence du « point de vue cryptologique<sup>52</sup> », qui privilégie une clé d'explication unique et cachée – ce qu'on nomme, en italien, *dietrologia* (de *dietro*, caché, occulté). Cette diétrologie concerne aussi certains travaux d'historiens qui insistent sur l'importance des liens entre pouvoirs occultes, loges maçonniques et services secrets anticomunistes italien et américain<sup>53</sup>. En ressort l'image d'une sorte de complot qui expliquerait les attentats commis par des militants néofascistes, mais aussi l'action de groupes se réclamant du marxisme-léninisme comme les Brigades Rouges.

Accepter ces postulats revient à limiter la recherche sur les terrorismes à une étude des services secrets. Scientifiquement, cette démarche aboutit à gommer toute autonomie des acteurs, et finit par amoindrir la compréhension des dynamiques sociales et politiques. À rebours de cette approche, sans nier bien sûr les collusions prouvées ou probables avec le milieu des services secrets, une série d'études récentes, précises et construites à partir d'archives de plus en plus accessibles indiquent des modalités d'étudier les violences d'extrême droite<sup>54</sup>, les conditions de l'escalade de la violence, l'attitude des différents partis ou cultures politiques face au

49. Isabelle SOMMIER, *La violence politique et son deuil...*, op. cit. ; Simone NERI SERNERI (dir.), *Verso la lotta armata: la politica della violenza nella sinistra radicale degli anni Settanta*, Bologne, Il mulino, 2012.

50. Paul GINSBORG, *Storia d'Italia dal dopoguerra a oggi*, Turin, Einaudi, 1989 ; Guido CRAINZ, *Il paese mancato. Dal miracolo economico agli anni Ottanta*, Rome, Donzelli, 2003 ; Vladimiro SATTA, *I nemici della Repubblica: storia degli anni di piombo*, Milan, Rizzoli, 2016.

51. Michel WIEVIORKA, *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1988 ; Matteo ALBANESE, *Tondini di ferro e bossoli di piombo: una storia sociale delle Brigate Rosse*, Pise, Pacini Editore, 2020 ; et Riccardo BRIZZI, Giovanni Mario CECI, Michele MARCHI, Guido PANVINI et Ermanno TAVIANI (dir.), *L'Italia del terrorismo: partiti, istituzioni, società e opinione pubblica (1969-1988)*, Rome, Carocci, 2021.

52. Hervé RAYNER, « Les théories du complot dans les interprétations du terrorisme en Italie : la prégnance du point de vue cryptologique », in Gius GARGIULO et Otmar SEUL (dir.), *Terrorismes : l'Italie et l'Allemagne à l'épreuve des années de plomb (1970-1980)*, réalités et représentations du terrorisme, Paris, M. Houdiard, 2008, p. 162-193.

53. Voir par exemple Nicola TRANFAGLIA, *L'Italia democratica: profilo del primo cinquantennio 1943-1994*, Milan, Unicopli, 1994 ; Giuseppe DE LUTIS, *Il lato oscuro del potere: associazioni politiche e strutture paramilitari segrete dal 1946 a oggi*, Rome, Editori Riuniti, 1996.

54. En Italie, Mirco DONDI, *L'eco del boato: storia della strategia della tensione, 1965-1974*, Rome-Bari, Laterza, 2015 ; en France, Pauline PICCO, *Liaisons dangereuses...*, op. cit.

terrorisme<sup>55</sup>, l'ancrage territorial des groupes extraparlimentaires<sup>56</sup> ou clandestins<sup>57</sup>, enfin, les dynamiques de l'Autonomie<sup>58</sup>.

S'inscrivant dans le sillage de ces recherches anciennes et récentes, ce livre fait donc le pari de croiser histoire des terrorismes et histoire des émotions. Il propose de partir à la recherche du peurorisme, concept barbare qui renvoie à la fois à l'étude des stratégies reposant sur l'intimidation et aux conséquences de ces violences politiques dans la société et dans l'espace public et politique.

Dans le cadre de l'analyse des stratégies intimidatrices, cette clé de lecture permet d'envisager à nouveau frais les ressorts qui amènent à radicaliser les actions politiques, pour en arriver, de manière parfois insensible, à la pratique d'attentats spectaculaires, mais selon des formes très diversifiées. Différentes cultures politiques sont à l'œuvre et la première partie de l'ouvrage les analyse tour à tour : d'abord, la stratégie de la tension, mise en place par une extrême droite hantée par la peur de la subversion communiste ; ensuite, une violence ciblée dont la source est à rechercher en premier lieu dans la volonté de mouvements issus de la gauche dite extraparlimentaire de renverser l'équilibre des pouvoirs à l'intérieur de l'usine. Les sources internes, documents militants, tracts de revendication, journaux des organisations, et témoignages *a posteriori* sont des outils précieux pour documenter les perceptions et les justifications qui président au choix de la violence. Enfin, malgré leurs différences fondamentales, la concomitance de ces violences opposées est une caractéristique de la situation italienne : peurs et diabolisation de l'ennemi n'évoluent nullement dans des sphères séparées, bien au contraire. Elles contribuent à alimenter une dynamique de radicalisation qui enflamme le débat public, comme le démontre l'analyse des discours politiques comme des rapports de préfets.

La deuxième partie précise la chronologie et identifie, au mitan de la décennie, une forme de rupture : la stigmatisation de la violence néofasciste cesse d'être l'apanage d'une vigilance diffuse à gauche, et devient un problème public partagé. Dès lors, l'analyse précise des sources institutionnelles, celles notamment du ministère de l'Intérieur consultables jusqu'à

55. Guido PANVINI, *Ordine... op. cit.* ; Guido PANVINI, « Schedare il nemico. La militarizzazione della lotta politica nell'estrema sinistra (1969-1975) », in Simone NERI SERNERI (dir.), *Verso la lotta armata...*, *op. cit.*, p. 307-327.

56. Vincenzo FILETTI, « Per una geografia della lotta armata », in Simone NERI SERNERI (dir.), *Verso la lotta armata...*, *op. cit.*, p. 343-368 ; Domenico GUZZO, *Rome dans les années de plomb : l'inscription urbaine des violences politiques (1966-1982)*, Bayonne, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2019.

57. Davide SERAFINO, *La lotta armata a Genova: dal Gruppo 22 ottobre alle Brigate Rosse (1969-1981)*, Pise, Pacini, 2016.

58. Luca FALCIOLA, *Il movimento del 1977 in Italia*, Rome, Carocci, 2015 ; Luca PROVENZANO, « "Power is in the Streets": Protest and Militancy in France, Italy and West Germany, 1968-1979 », *Contemporary European History*, 2023, p. 1-18 ; Gabriele DONATO, « La lotta è armata ». *Sinistra rivoluzionaria e violenza politica (1969-1972)*, Rome, DeriveApprodi, 2014.

1981, ainsi que l'exploration des sources médiatiques, démontrent que la menace de la violence d'extrême droite est précisément ciblée et, sous l'effet d'une intense mobilisation sociale et politique, qu'elle décroît. Mais, de manière parallèle, cette deuxième période voit l'émergence d'une autre menace qui, progressivement, est identifiée : le terrorisme rouge, émanant de groupes clandestins. Cette visibilité est le fruit d'une stratégie plus réfléchie qu'on ne le croit, qui repose sur la diffusion d'une violence spectaculaire et la propagation d'une peur pensée comme pédagogique, dans le contexte d'un premier reflux des mouvements contestataires de masse.

Enfin, à partir de 1977 s'ouvre une troisième période qui est la substance de la dernière partie du livre : celle de l'urgence. L'urgence correspond à la fois à l'exacerbation des méthodes violentes, et notamment la systématisation du recours à l'homicide politique – même si des formes de violence diffuse persistent, à plus basse intensité –, et à la réponse politique qui définit le moment comme exceptionnel. C'est la période clé de l'antiterrorisme, qui se déploie contre une menace qualifiée de terroriste et considérée comme existentielle, contre laquelle la gauche institutionnelle elle-même convoque le souvenir de la Résistance. La peur y est présente à de multiples niveaux : la peur refoulée, dans les discours institutionnels et dans les commémorations des victimes muées en figures héroïques qui ont su éviter de céder à ses sirènes ; la peur confessée par les sources du for privé, les dessins d'enfants, les lettres adressées aux pouvoirs pour exiger des réponses fortes ; les représentations diffusées par les médias de masse, qui, en se trouvant une fois de plus aux premières loges dans la diffusion d'images terrifiantes et parfois traumatisantes, renforcent certainement les peurs mais, petit à petit, réfléchissent aussi à au rôle ambivalent qu'ils tiennent.

On comprend bien à quel point l'analyse du peurorisme répond à l'exigence conceptuelle de contourner la notion piégée de « terrorisme », de relier l'examen des stratégies, les discours produits par les différents médiateurs dont les interactions font la seule opinion publique décelable, et l'histoire des pouvoirs. Dans ce contexte complexe, les émotions sont cadrées : leur expression, qui affleure la plupart du temps de manière indirecte, se lit dans une grande variété de sources, mais également à travers les comportements.

Cet ensemble documentaire si varié et abondant soit-il ne prétend pourtant pas faire le tour d'une question par définition impossible à embrasser dans sa totalité. Il paraît illusoire de chercher à décomposer à l'infini une opinion publique en multipliant les points de vue, l'analyse des perceptions particulières. Le travail pourra sans doute être poursuivi dans certaines directions, notamment dans la compréhension des dynamiques sociales et politiques du Mezzogiorno, dont l'importance est sous-estimée dans ce livre en partie par effet de sources, du fait que les attentats specta-

culaires y sont rares, et que la contestation ouvrière est polarisée par les grandes métropoles ouvrières du nord du pays<sup>59</sup>.

Malgré le caractère partiel de la documentation, si les sources permettent de prouver une véritable diffusion de la peur parmi les citoyens, celle-ci apparaît également comme l'ingrédient d'une mobilisation qui questionne les moyens qu'une démocratie peut trouver pour résister à la peur sans se dénaturer. La réussite spectaculaire et médiatique des actions terroristes a paradoxalement pour corollaire sa visible dévitalisation : l'orée des années 1980 marque une nouvelle rupture et ouvre une période caractérisée par un déclin rapide de la peur, à mesure que l'État semble reprendre la main, *via* une répression policière féroce et une législation répressive qui, justement, soulèvent à leur tour certaines préoccupations.

---

59. Une partie du projet PRIN en cours en 2024-2025, « Nations at arms. Public institutions, political violence, and civil society in the modern and contemporary Mezzogiorno » (université de Salerne) est consacrée à la criminalité et au terrorisme dans le sud de l'Italie entre les années 1970 et 1980.